



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AP n° 82-2020-05-20-004

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET
PÔLE DES SÉCURITÉS
Bureau de la sécurité intérieure

**Arrêté préfectoral
portant autorisation d'accès au lac de PARISOT**

**Le préfet,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Pierre Besnard en qualité de préfet de Tarn-et-Garonne ;

Vu le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment ses articles 1^{er}, 2, 7 et 9 ;

Vu la proposition de M. le maire de PARISOT, formulée par courrier en date du 14 mai 2020 ;

Considérant la propagation de l'épidémie du Covid-19 sur l'ensemble du territoire national ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence sanitaire depuis le 23 mars 2020 et sa prorogation par la loi du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020, du fait de sa prévalence dans la population, de sa contagiosité et de la gravité de ses effets ;

Considérant les mesures de confinement, imposées par le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 jusqu'au 11 mai 2020, allégées par le décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs demeure interdit sur l'ensemble du territoire, en application des dispositions de l'article 9 de ce décret ; que toutefois, en application de ces mêmes dispositions, le préfet de département peut, sur proposition du maire, autoriser l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs et les activités nautiques et de plaisance si les modalités et les contrôles mis en place sont de nature à garantir le respect des dispositions des articles 1^{er} et 7 du décret ;

Considérant que le département de Tarn et Garonne fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 du décret du 11 mai 2020 susvisé ;

Considérant que M. le maire de PARISOT a transmis une proposition de réouverture du site du lac de son territoire, en garantissant le respect des règles sanitaires, notamment l'interdiction des regroupements et l'instauration de distances minimales entre les personnes présentes ; que l'objectif principal est de permettre aux administrés de pratiquer une promenade quotidienne autour d'un site aménagé et aux pêcheurs de pratiquer leur loisir ; que l'utilisation du mobilier urbain sera interdite par voie d'affichage, que l'accès aux plages sera interdit avec positionnement de barrières et par voie d'affichage, que l'accès aux aires de jeux sera interdit avec

mise en place d'un cadenas au portillon d'accès, qu'une signalisation au sol sera mise en place tous les 2 mètres sur la voirie du lac, que les sanitaires seront fermés, qu'un sens unique de circulation pour piétons et véhicules sera mis en place, que les regroupements de personnes seront interdits et que les conduites sanitaires à tenir seront rappelées par voie d'affichage sur site ; que des contrôles seront effectués par les agents municipaux, maires et adjoints mais également par les forces de l'ordre qui opèrent déjà des rondes trois fois par jour ;

Considérant que les mesures d'organisation et de contrôle auxquelles le maire s'est engagé sont de nature à garantir le respect des gestes barrières définis à l'article 1^{er} du décret précité et à faire obstacle à la création de regroupements de plus de 10 personnes ; que dans ces circonstances et sous réserve du respect des modalités figurant dans ces propositions, l'accès au lac peut être autorisé ;

Considérant l'avis favorable émis le 18 mai 2020 par l'Office français de la biodiversité ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

ARRETE:

Article 1^{er} : L'accès au lac de PARISOT est autorisé, à titre dérogatoire et sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Les personnes souhaitant accéder au lac susmentionné doivent veiller au strict respect des gestes barrières et des mesures d'hygiène et de distanciation sociale définies à l'article 1^{er} du décret du 11 mai 2020 susvisé, ainsi qu'au respect des règles définies par les autorités compétentes.

Dans tous les cas, en application des dispositions de l'article 7 du décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès des personnes au lac ne saurait conduire à la création d'un rassemblement regroupant plus de 10 personnes.

Article 3 : Conformément à l'article L.3136 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Toulouse, dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, conformément à l'ordonnance du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif pendant l'état d'urgence sanitaire.

Article 5 : Copie du présent arrêté est adressée au procureur de la République territorialement compétent.

Article 6 : Le directeur des services du Cabinet, le maire de PARISOT, le sous-préfet de l'arrondissement de Montauban, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Montauban, le 20/05/2020

Le préfet,


Pierre BESNARD